Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie = Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 15 (1989)

Heft: 1

Artikel: Les liens entre l'identité nationale et le fait migratoire : le cas des Albanais de Yougoslavie

Autor: Torche, Denis

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-814719

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 21.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Schweiz.Z.Soziol./Rev.suisse sociol., 1 (1989) 115-138

LES LIENS ENTRE L'IDENTITE NATIONALE ET LE FAIT MIGRATOIRE : LE CAS DES ALBANAIS DE YOUGOSLAVIE

Denis Torche
Route de Morat 22 - CH 1700 Fribourg

1. L'identité-appartenance contre l'intégration

Plus de la moitié des quelque sept à huit millions d'Albanais vivent hors de leur Etat-matrice, l'Albanie. Par ordre d'importance numérique : en Yougoslavie et en Turquie, puis aux USA, en Italie, en Grèce et dans les pays d'Europe occidentale. Fait particulier, même dans les pays qui exercent des politiques assimilatrices vis-à-vis de leurs minorités - comme la Turquie - les Albanais sont parvenus très souvent à maintenir leur spécificité linguistique et culturelle. Alors que dans maintes situations migratoires quelques générations suffisent à assimiler l'élément étranger, le maintien d'une "authenticité" albanaise est imputable à la volonté de la diaspora de préserver sa conscience nationale. Dont la cristallisation est redevable à l'unification de l'Etat albanais qui était en marche au moment des départs et plus encore à son anéantissement par une domination étrangère pour de longs siècles, en l'occurrence les Ottomans. Ce qui a poussé les Albanais à en conserver et perpétuer le douloureux souvenir en exil jusqu'à nos jours.

Parce qu'ils s'y identifient consciemment, il n'est pas usurpé de parler de nation albanaise. Même s'il s'agit d'un sentiment subjectif d'appartenance, de surcroît susceptible de variation temporelle et n'a par conséquent pas de véritable signification scientifique (Klein & Reban, 1981, 128). L'exemple des Albanais montre que la nation transcende l'Etat, lequel tire son autorité de la légitimation d'un cadre territorial, dont les frontières ne recoupent bien souvent nullement la configuration ethnique. La proximité de l'Etat albanais, quelle que fut la nature de son système politique, explique en partie que l'intégration de la minorité albanaise en Yougoslavie n'a jamais pu acquérir la patine de la permanence.

Ainsi pour mieux comprendre la vitalité du sentiment national des Albanais de Yougoslavie, notamment à l'étranger, il peut être utile de rappeler brièvement comment celui-ci s'est maintenu dans l'histoire de l'émigration albanaise :

1) Déjà parmi les colonies albanaises installées à l'étranger depuis des siècles et qui ont formé des îlots allogènes, l'individualité nationale s'est

maintenue. Le cas le plus significatif est celui des Arbëresh [1] qui émigrèrent vers l'Italie méridionale dès le XVe siècle. Leur attachement à la nation s'est conservé jusqu'à aujourd'hui, suite à la résistance de celui qui est considéré par les Albanais comme leur héros national, Georges Castriote Scanderbeg. Lequel retarda de 1442 à 1468, date de sa mort, la domination ottomane en territoire albanais. Les Italo-Albanais, qui se nomment toujours Arbëresh, perpétuent l'esprit militant de l'époque de Scanderbeg en commémorant régulièrement ses exploits. C'est dans ces traditions de luttes associées au "Grand-Age" qu'ils trouvèrent la force de résister aux pressions du clergé italien qui chercha à convertir ces orthodoxes au rite latin (Bihiku, 1968, 244-246). Il n'est pas étonnant alors qu'au moment de la renaissance nationale albanaise dès le milieu du XIXe siècle, ils jouèrent un rôle de précurseurs en cherchant les premiers à unifier la langue albanaise.

2) Dans les terres peuplées majoritairement par des Albanais mais rattachées à d'autres pays que le leur par les aléas de l'histoire et de la diplomatie, la dénationalisation systématique qui s'ensuivit renforça le sens de l'identité en raison du sens aigu des dommages reçus. C'est le cas des Albanais de Yougoslavie, de 1912 à 1941. A l'issue des Guerres balkaniques, le Kosovo qui venait de jouer un rôle phare dans l'affirmation du mouvement national albanais, comme déjà auparavant lors de la Ligue de Prizren [2], fut attribué à la Serbie et pour une part minime au Monténégro. Ce fut le point de départ de ce qui fut déjà à l'époque qualifié d'ethnocide [3]. Cette politique d'assimilation forcée se poursuivit dans le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, bien qu'il eût signé les dispositions relatives aux minorités contenues dans le Traité de Saint-Germain-en-Laye (1919), (Bisaku, Kurti & Gashi, 1930, 1-17). Malgré des mesures radicales telles la colonisation agraire, l'interdiction de la langue albanaise, l'émigration forcée, ce fut l'échec : la Yougoslavie bourgeoise n'étant pas parvenue à résorber la minorité albanaise.

Bien que des garanties constitutionnelles aient été données aux Albanais dans la Yougoslavie socialiste en reconnaissant l'égalité des langues, en met-

---

[1] Une appellation commune au peuple albanais avant la domination ottomane (Islami, 1981, 27). Alors qu'en Albanie, le terme "Shqip" (aigle) qui apparut vers le XVIe siècle se généralisa dans les Balkans au XVIIIe siècle pour désigner le locuteur albanais (Kolsti, 1981).

[2] La Ligue de Prizren fut créée le 10 juin 1878, après que le Traité de San Stefano (3 mars 1878) attribua à la Bulgarie, à la Serbie et au Monténégro des régions peuplées d'Albanais, jusque-là incorporées dans l'Empire ottoman. Organisme de défense territoriale, elle prit l'aspect d'une organisation pro-turque ou nationaliste selon le recrutement de ses délégués. Le second aspect l'emporta lorsque la Turquie accepta la cession de territoires albanais au Monténégro lors du Congrès de Berlin. La Ligue de Prizren se proclama alors Gouvernement provisoire d'Albanie, chercha à unifier en un seul vilayet les provinces albanaises et exigea l'emploi de la langue albanaise dans les tribunaux, l'administration et les écoles. Le mouvement fut écrasé militairement par les Ottomans en avril 1881.

[3] Enquête dans les Balkans : Rapport de la Commission d'enquête de la dotation Carnegie pour la paix internationale, Paris, 1914.

tant en place un statut d'autonomie au Kosovo, des inégalités de fait persistent. Les Albanais se considèrent comme des citoyens de second rang, discriminés économiquement et politiquement par la Serbie au Kosovo mais aussi par les autorités de la République de Macédoine [4]. De plus, l'exaspération des crispations nationales ravive chez les Albanais les cicatrices encore très fraîches de l'histoire. Ce qui explique l'échec de leur intégration en Yougoslavie et l'allégeance à la nation albanaise qui s'en trouve stimulée. Un sentiment qui se renforce en immigration.

La conscience d'appartenance collective des Albanais à l'étranger se distingue alors de celle d'autres immigrés du Sud de l'Europe parce qu'au-delà des réseaux de liens sociaux qui dans l'espace migratoire la conditionnent [5], elle résonne d'une dimension nationale et politique plus homogène et plus intensément ressentie. C'est ainsi que le vécu albanais est proche de celui d'autres groupes minoritaires, tels les Kurdes qui, comme eux, mobilisent en immigration les ressources de l'identité contre une domination perçue comme étrangère et illégitime dans le pays ou la région d'origine.

Le développement d'un mouvement nationalitaire albanais à l'étranger contribue à la séparation des Albanais de Yougoslavie dans le champ de l'immigration yougoslave mais aussi à une plus faible intégration dans la "société d'accueil".

C'est pourquoi cette étude s'inscrit dans un courant minoritaire [6] des recherches menées en Suisse relatives à l'immigration puisqu'il ne s'agit pas de percevoir l'immigré en tant qu'individu et à partir des catégories instituées par la société dominante mais sous l'angle des résistances collectives de l'identité. Face aux capacités de mobilisation identitaire des immigrés et à leur renouveau observable en Europe, le concept d'intégration est inopérant. Parce qu'il sous-entend la perte des traits caractéristiques de la culture initiale, et qu'il ne peut expliquer, puisqu'il privilégie des processus individuels, le rôle des références collectives avec ses réseaux de communication et ses formes linguistiques lors de la mobilisation du groupe d'appartenance.

C'est l'histoire qui sert de légitimation à des revendications à composante nationale et territoriale chez les Albanais-yougoslaves. Mais pour en rendre intelligible le discours et les pratiques qu'il génère au sein de l'immigration, il

---

[4] L'aire de peuplement albanais en Yougoslavie n'englobe pas que la Province Socialiste Autonome de Kosovo, mais aussi dans son prolongement géographique la portion occidentale de la Macédoine. En pleine expansion démographique avec près de 10 % de la population yougoslave (plus de deux millions d'habitants) la minorité albanaise est la plus importante de la Fédération yougoslave.

[5] Par exemple "l'identité ethnique" de l'é(im)migration galicienne en Suisse est vue comme une série de liens sociaux et non pas comme la simple continuité de l'identité culturelle (Buechler & Buecher, 1975).

[6] Ainsi les récentes études sur l'associationisme immigré (Groupe de recherches Migrations,-Genève, 1988 ou Pache, 1988).

est nécessaire de donner d'abord un aperçu de l'évolution du statut politique et constitutionnel du Kosovo dans la Fédération yougoslave et plus particulièrement dans la République de Serbie, à l'origine de troubles graves liés à un discours performatif de légitimation territoriale.

2. En quête d'une république : l'affirmation nationale des Albanais du Kosovo

Faire de la PSA (Province Socialiste Autonome) de Kosovo une République fédérée yougoslave, tel est le souhait, à l'exception d'une partie de la classe politique locale inféodée à la Serbie, des Albanais du Kosovo. Une revendication tenue généralement secrète tant la répression du nationalisme est vigoureuse.

La radicalisation de la revendication albanaise tient à l'évolution inversement proportionnelle du statut de la PSA (dépendance accrue de la Serbie dès 1981) et de l'affirmation nationale (fortifiée à partir de 1966).

Trois périodes sont à distinguer concernant l'intégration du Kosovo dans l'Etat fédératif yougoslave et la République de Serbie :

1. De 1946 à 1966 où l'autonomie du Kosovo fut plus théorique que réelle et progressivement vidée de sa substance.
2. De 1966 à 1981 lorsque les Albanais vécurent leur renaissance culturelle et politique.
3. Depuis 1981 avec le retour progressif du Kosovo dans le giron de la Serbie avec comme cause et conséquence l'exacerbation des nationalismes serbes et albanais.

2.1. Une autonomie minimale (1946-1966)

A l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, la Yougoslavie prit la forme d'un Etat socialiste et fédératif comme le traduit sa Constitution de 1946 qui reconnaît l'égalité des nations de cet édifice multi-national et leur accorde même théoriquement le droit de faire sécession.

Pour rompre avec le centralisme serbe d'avant-guerre, la formation d'une Serbie disproportionnée fut évitée en taillant en son sein la province autonome de Voïvodine et la région autonome de Kosovo-Metohija. Sur le papier, la reconnaissance de l'autonomie du Kosovo est donc réelle puisqu'après son incorporation en Yougoslavie bourgeoise il avait été divisé entre les arrondissements serbes de Vardar, de Zeta et de Morava.

Toutefois son statut demeura inférieur à celui de la province autonome de Voïvodine : il n'avait pas de législation indépendante ni de cour suprême

comme celle-ci. Il envoyait moins de délégués à la chambre des nationalités (abolie en 1953, puis réinstallée en 1967) : 15 contre 22. Il fut une "région autonome" avec comme autorité législative "Le Comité du peuple" (A comparer avec la "province autonome" de Voïvodine munie d'une "Assemblée du peuple"), (King, 1973, 129-145).

L'autonomie fut même progressivement vidée de son contenu : la Constitution serbe de 1963 ne fit plus mention à son article 4 des deux unités autonomes comme division territoriale de la République. La Serbie eut le droit d'établir de nouvelles unités administratives et d'éliminer celles qui existaient, bien que l'approbation finale de cette mesure devait être validée par la Constitution fédérale (Repishti, 1984, 233).

Jusqu'en 1966, il n'y eut pas de représentation albanaise dans l'administration fédérale. Au Kosovo, ce furent les Serbes et les Monténégrins qui jouèrent le rôle dominant dans l'administration et la conduite politique. L'autonomie se limita en fait à son expression culturelle, mais de manière incomplète :

- la scolarisation en albanais fut imparfaite : les moyens, le personnel enseignant et les manuels faisant défaut ; une situation héritée du Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, qui avait interdit l'enseignement de la langue albanaise. Après la Deuxième Guerre mondiale, 80 % de la population albanaise était analphabète (Reuter, 1984, 259).
- l'histoire nationale albanaise fut occultée à cause des très mauvaises relations entre Belgrade et Tirana, la conséquence de la tutelle des communistes yougoslaves sur l'Albanie jusqu'en 1948. Celle-ci développant depuis un nationalisme de nature verbale envers la Yougoslavie (Lendvai, 1972, 221).

De cette époque, les opposants albanais en exil se souviennent d'Alexander Rankovic, chef de la police secrète yougoslave et vice-président de l'Etat, dont les exactions au Kosovo sont connues : emprisonnements, torture et même assassinats. Des milliers d'Albanais émigrèrent vers la Turquie dans des circonstances peu claires [7].

Un immigré, alors adolescent, dit : "L'école taisait l'histoire de notre peuple. Les événements de la Ligue de Prizren, l'épopée de Scanderbeg, nous ne pûmes l'apprendre que clandestinement par le réseau de voisinage. Nous avions un grand salon appelé 'oda' qui est une pièce réservée aux hommes. Là, des personnes âgées chantaient et parlaient de notre passé, de la résistance contre les Serbes".

---

[7] 80'000 Albanais auraient émigré vers la Turquie entre 1951 et 1966. Un certain nombre passa en Macédoine et se déclara Turc afin d'obtenir un certificat d'émigration. De la seule République de Macédoine se seraient déplacés durant la brève période de 1955 à 1958, 160'000 Turcs, dont beaucoup furent des Albanais, la nationalité étant camouflée par l'appartenance religieuse (Islami, 1981, 28-29).

2.2. *L'émancipation nationale (1966-1981)*

Après le limogeage de Rankovic en juin 1966, la victoire des intérêts régionaux se fit sentir au Kosovo. Avec l'adoption de la loi constitutionnelle du 24 février 1969, les droits et devoirs de ce qui est désormais la Province Socialiste Autonone ne résultèrent plus de la Constitution serbe. La PSA reçut sa cour suprême et put hisser le drapeau national albanais. L'émancipation nationale fut renforcée par la Constitution fédérale de 1974 qui élargit les pouvoirs des républiques et des provinces au détriment de la Fédération.

La PSA de Kosovo fut intégrée comme un constituant primaire de la Fédération bien que sa dépendance de la République de Serbie fut maintenue. Laquelle put conserver sa législation dans les domaines de la sérucité et de la défense, des relations de propriété et du statut des ordres religieux. Par contre, la politique économique et fiscale, éducative et culturelle fut du ressort de la PSA, que la Serbie ne pouvait modifier qu'avec l'assentiment de l'Assemblée de la province, seule habilitée dans les cas de changements constitutionnels et territoriaux.

Le nouveau pouvoir de gestion accordé aux élites albanaises eut comme corollaire une rapide et vigoureuse affirmation de l'identité nationale qui se manifesta par la réhabilitation d'une histoire écrite jusque-là par d'autres et le resserrement des liens avec l'Albanie socialiste. Pour la première fois depuis leur inclusion en Yougoslavie, les Albanais purent proclamer ouvertement leur sentiment d'appartenance à la nation albanaise. A condition qu'ils ne remettent pas en cause les idéaux yougoslaves d'"unité et de fraternité", de l'autogestion et du non-alignement.

Dans ce climat de dégel, les recherches albanologiques purent prendre leur essor dès juin 1966 (Krasniqi, 1979, 3). Et elles se développèrent intensément avec la création de l'Université bilingue de Pristina en 1970. Pouvant enfin se prendre comme objet d'étude, les historiens kosovars révisèrent les thèses de l'antériorité du peuplement serbe au Kosovo. Et insistèrent sur l'autochtonéité des Albanais dans les Balkans et au Kosovo.

Le rapprochement avec l'Albanie fut d'ordre culturel dont la question linguistique résonne d'une signification nationale majeure, avec l'adoption par le Kosovo de la langue littéraire unifiée après le premier Congrès de Tirana en 1972 (Roux, 1980, 103). Pour saisir l'importance de l'unification linguistique, il faut se souvenir que c'est le langage qui a empêché la disparition des Albanais des Balkans en tant que peuple, en cassant au temps de la renaissance nationale les barrières religieuses qui divisaient la nation en quatre communautés. Les Albanais étant le seul peuple trans-religieux des Balkans, leur nationalisme, contrairement à ses voisins slaves, ne put s'identifier à la religion (Arnakis, 1974). Se rappeler aussi que la question de l'orthographe ne fut résolue qu'en 1908 au Congrès de l'alphabet de Monastir (aujourd'hui Bitola en Yougoslavie) avec l'adoption d'un nouvel alphabet latin.

Cette langue unifiée étant plus proche du tosque (variante de l'Albanie méridionale), le dialecte de la majorité des dirigeants de haut rang de l'Albanie, le Kosovo aurait subi une dépendance culturelle de celle-ci. De manière générale, les échanges culturels avec l'Albanie furent inégaux en raison du "retard du développement culturel et éducatif" des Kosovars (Pipa, 1984a, 245). Cet auteur suggère alors que les Albanais du Kosovo auraient dû davantage puiser dans les traits nationaux qui leur sont propres. Notamment dans leur variété de guègue (dialecte de l'Albanie septentrionale) présentant des traits phonétiques distincts. Parce qu'ils se perçoivent en tant que peuple/nation, les immigrés en Suisse ne partagent pas ce point de vue : "Un peuple ne peut avoir de littérature si sa langue n'est pas codifiée et unifiée" déclare un intellectuel Kosovar. Pour lequel la thèse du particularisme culturel développé par Pipa (un professeur américain d'origine albanaise) tient de l'aversion de "la vieille immigration albanaise" implantée aux USA pour le régime marxiste-léniniste de Tirana.

A la fin des années 1970, la Yougoslavie a renoncé à assimiler les Albanais en leur permettant de consolider leur identité culturelle et en cherchant à les intégrer mieux idéologiquement et socialement à la Fédération. Mais, elle n'eût permis toute remise en cause du statut territorial y voyant-là le prélude à la sécession et l'éclatement de la Yougoslavie, et non pas une demande fondée sur l'égalité des droits nationaux. Persistant à considérer les Albanais comme nationalité, un euphémisme pour minorité nationale.

Dans ce contexte, bien que les autorités régionales se firent plus tolérantes vis-à-vis des expressions du nationalisme albanais, des dizaines "d'irrédentistes" furent arrêtés en 1969, 1971, 1975, 1979 et 1980 (Cahiers de l'INEAS, 1/1983, 130).

2.3. *Le Kosovo comme enjeu territorial de deux nationalismes concurrents (1981-1989)*

Le développement rapide de la production culturelle n'a pas empêché l'émergence d'un vif malaise économique et social. Malgré la part croissante que reçut le Kosovo du Fonds fédéral pour créditer le développement économique des Républiques insuffisamment développées, les disparités régionales s'accentuèrent entre la PSA et le reste de la Yougoslavie.

La mobilité accrue des campagnes vers les villes a entraîné le malaise d'une jeunesse en voie d'occidentalisation rapide sans être totalement affranchie des normes d'une société patriarcale toujours de mise malgré l'obsolescence des anciens codes coutumiers.

C'est donc sur fond de crise existentielle qu'éclatèrent les manifestations d'étudiants pour une République au Kosovo. Il en résulta des purges, appelées pudiquement processus de différenciation idéologique, à vaste échelle dans le parti, les forces de sécurité et les milieux éducatifs. Ainsi que de très

nombreuses condamnations aux peines très lourdes (jusqu'à 15 ans de prison) pour nationalisme.

La presse yougoslave qui avait glorifié à la fin des années 1970 les progrès achevés dans la culture et l'enseignement, découvrit que le système éducatif était essentiellement formé selon un mode de pensée albanais, jugé incompatible avec les idéaux collectifs yougoslaves (Reuter, 1984, 261). Il en résulta la mise au rancart de manuels scolaires en provenance d'Albanie. L'enseignement du serbo-croate fut réintroduit dès la première année de l'école élémentaire en 1987. Quant aux échanges culturels avec l'Albanie, ils furent interrompus.

Si le Kosovo put toutefois conserver l'essentiel de son autonomie, par contre les droits culturels et nationaux des Albanais de Macédoine - qui ne disposent pas d'autonomie territoriale - furent réduits : suppression des classes albanaises ou leur regroupement en classes mixtes albano-macédoniennes dans le secondaire, à l'origine de troubles estudiantins en automne 1988 [8] ; interdiction de donner des prénoms albanais à résonnance nationale ; atteintes aux traditions architecturales par la destruction des murs qui entourent les habitations albanaises.

La crise du Kosovo, permanente depuis 1981, se déplaça suite à la répression sur le terrain des rapports inter-communautaires, évoluant vers ce que l'on peut appeler une pathologie des "relations inter-ethniques" avec la subite déferlante du nationalisme serbe. Lequel tire son origine du vide politique laissé par la mort de Tito et de son oeuvre, la Constitution de 1974 qui, aux yeux des Serbes, est inadmissible parce que, tout en élevant les provinces autonomes au rang de crypto-républiques, avec droit de véto de rang fédéral, elle ne permet pas à la Serbie d'avoir un droit de regard dans les affaires intérieures des provinces. Un leader charismatique émergea alors, Slobodan Milosevic, qui dit tout haut ce que les Serbes n'avaient osé exprimé de vive voix : "Tout ce qui exprimait l'orgueil de la nation serbe avait été rogné pour satisfaire les autres (...) le nationalisme serbe se nourissait de nostalgie" (Pavlowitch, 1986, 30).

Le mécontentement de la minorité serbe et monténégrine - qui se dit persécutée au Kosovo par les "nationalistes" albanais - servit alors de levier afin de réduire l'autonomie de la province. Le Kosovo devint l'enjeu territorial de deux nationalismes concurrents à caractère éminemment émotionnel, étant pour les Serbes le berceau de leur Etat médiéval, le coeur de l'orthodoxie et le lieu de leur défaite en juin 1389 contre les Ottomans, dont l'écho, transmis par les chants épiques, s'est vivement rallumé dans la mémoire collective.

---

[8] Huit Albanais de Gostivar furent condamnés par le tribunal de Skopje à des peines de quatre à onze ans de prison pour avoir créé "une organisation hostile" qui avait organisé en octobre 1988 des manifestations de plusieurs centaines d'élèves albanais dans le but d'empêcher la création de classes mixtes albano-macédoniennes (Libération, 31.12-1.1.1988).

C'est que, laisser s'albaniser le Kosovo, c'est pour les Serbes une nouvelle manière de le perdre. La presse serbe dénigra systématiquement les Albanais, les accusant d'ethnocide envers la minorité slave. Tout incident intercommunautaire - et c'est sur cette ambiguïté qu'elle joua - prit l'allure d'un drame national. L'Albanais devenant le pollueur d'une terre-sainte serbe et fut poursuivi pour viol : viol des femmes serbes, viol des sépultures orthodoxes.

Ces comportements d'exclusion reprochés aux Albanais [9] sont aussi le fait des Serbes, comme l'indique l'affaire de Batusa, un village proche de Pristina. Ses habitants ont traité les dirigeants provinciaux de séparatistes hitlériens, exigé le départ de quatre familles albanaises et protesté contre le projet d'une usine qui devait aussi employer des Albanais (Libération, 7.02. 1987 ; Vjesnik, 5.06.1986).

Le nationalisme serbe prit une tournure populiste avec l'organisation de gigantesques meetings - jusqu'à un million de personnes - où l'on réclamait la reconquête du Kosovo. Et c'est finalement sous la pression de la classe politique serbe que l'Assemblée provinciale du Kosovo dût approuver les changements constitutionnels lui retirant son autonomie dans les domaines de la justice, de la défense territoriale, de la politique extérieure et économique. Il s'ensuivit les violentes émeutes de fin mars 1989 se soldant par le bilan officiel de 23 morts (une centaine selon les sources de l'immigration et slovènes).

La Serbie poursuit une politique migratoire à caractère politique dans le but d'enrayer l'émigration de la minorité slave réduite à la portion congrue au Kosovo [10]. Elle le fait en facilitant l'installation des Serbes désireux de s'établir dans la province, alors qu'en 1981, 178'000 personnes disposaient d'un emploi pour une population dépassant le million et demi et seul un Serbe sur 5 et un Albanais sur 11 avaient un travail (Reuter, 1982, 63) ; en gelant les transactions immobilières entre Albanais et Serbes ; en ayant promulgué une loi selon laquelle aucune famille ne touchera d'allocation familiale pour la

---

[9] Plutôt que d'exclusion, il s'agit d'une pression qui s'exerce sur le sol. En raison de la très forte natalité de la minorité albanaise (la plus élevée d'Europe) que Belgrade suspecte, pas tout à fait à tort, de servir consciemment la cause du nationalisme - selon les témoignages que j'ai recueillis auprès d'immigrés. Mais cette forte natalité s'explique encore largement par les normes de la société patriarcale. Les Albanais, dont des immigrés réinvestissant ainsi leurs gains de l'étranger, rachètent massivement la terre aux Serbes. Un expatrié indique que près de deux cents hectares avaient été achetés ces dernière années par les habitants de son village, comptant 6'000 habitants, tous Albanais.

[10] 27.4 % de la population du Kosovo en 1961, 20.8 % en 1971, 14 % en 1981. Cette diminution est relative au très fort écart de natalité entre Albanais et Slaves comme l'atteste la comparaison des recensements de 1961 et de 1971 : avec un solde positif de 1'000 personnes entre ces dates (de 227'000 à 228'000 personnes) le pourcentage de la minorité serbe et monténégrine a fléchi de 23.5 % à 18.3 %. On ne peut donc imputer cette diminution uniquement à l'émigration. Laquelle s'explique par le manque de perspectives économiques (Roux, 1988, 124-125) et pas seulement (ou pas du tout ?) par les "persécutions albanaises". Cette thèse a été reprise à l'envi par les milieux nationalistes serbes et a passé comme telle à l'étranger. Voir par exemple, Christitch, 1988, 44).

naissance d'un quatrième enfant, mesure destinée à résorber la très forte natalité des Albanais (Politika, 27.02.1988).

C'est parce que l'évolution du statut territorial du Kosovo va à l'encontre des droits nationaux qu'ils obtinrent dès 1966 que les Albanais se sont révoltés. Ils ne se contentent pas d'une autonomie culturelle mais revendiquent la maîtrise des ressources provinciales. Pour légitimer leurs prétentions, il leur faut étayer la thèse que les Serbes ont colonisé leurs terres. L'histoire devient alors l'enjeu passionnel de deux communautés dont le propre est l'incapacité de se concevoir un avenir sans s'en référer au passé, objet de grossières mystifications.

3. L'histoire comme légitimation territoriale

Depuis deux décennies, le renouveau d'une "conscience ethnique" se repère dans le monde entier. Cette résurgence de l'ethnicité concerne de près les études sur la "nation" et les "nationalismes", liées aux questions posées par les minorités et les migrations (De Certeau, 1985, 156).

En diaspora (mais pas seulement), les représentations historiques et idéologiques que se donnent les Albanais de Yougoslavie sont relatives aux luttes qu'ils mènent. Elles sont par conséquent politisées puisqu'elles s'ancrent sur le terreau d'un discours performatif qui s'inscrit dans le cadre d'une concurrence pour un monopole territorial sur une région pluriethnique.

Que l'une des deux communautés s'approprie, même partiellement, le territoire enjeu de convoitise et voilà que l'autre considère ce fait comme une amputation sacrilège. Au nom de deux visions de l'histoire qui s'entrechoquent : à faire pour les Albanais, à réactiver pour les Serbes. Une démarche qui, pour ces derniers, a pu être réactualisée en grandes pompes avec la commémoration du sixième centenaire de la bataille de Kosovo (28 juin 1989). Une manière indiscutable pour eux de confirmer que le Kosovo est une terre serbe.

Or, à la bataille de Kosovo, où le prince serbe Lazare fut vaincu par les Ottomans, la tradition orale albanaise conserve le souvenir de la présence d'Albanais dans la coalition formée non seulement de combattants serbes mais aussi issus d'autres peuples des Balkans (Pllana, 1976). L'exclusion des Albanais prend alors une tournure symbolique : l'atteste la tour commémorative sur le champ de bataille qui n'est ornée que d'inscriptions en serbo-croate, exception au bi-linguisme partout de rigueur dans la province. Le sixième centenaire de la bataille fut boycotté par les Albanais alors qu'il attira plus d'un million de Serbes ("La grande fête du nationalisme serbe", Le Monde, 30.06.1989).

Comme déjà au XIXe et au début du XXe siècles, alors qu'elle se constituait comme Etat-nation, la Serbie socialiste réactive en période de crise une

démarche qui consiste à juger du Kosovo qu'à l'aune de ses intérêts propres. Face au discours dont le propre est d'évacuer ou de falsifier l'histoire de la présence albanaise [11], les Kosovars tentent d'en écrire une qui va à l'encontre du discours dominant. Une histoire à faire dont l'occultation - gommer des événements qui leur seraient préjudiciables - et l'exagération - amplification de la domination serbe - ne sont pas toujours absentes.

Il faut par conséquent exclure une analyse neutre de l'historicité de deux communautés dont les rivalités n'ont, semble-t-il, jamais été aussi fortes qu'en ce XXe siècle [12]. On se contentera alors de repérer quels sont les moments-clef de l'histoire que les Albanais de l'émigration réactualisent afin :

1. de prouver leur autochtonéité et antériorité en Yougoslavie,

2. que le droit à l'autodétermination leur soit accordé.

3.1. Origines et autochtonéité comme substrat de l'histoire à faire

Imaginons un instant que pour nous, Suisses-romands, nos "origines burgondes" fonctionnent comme signe de ralliement et ancrage d'identité collective. Et bien c'est exactement ce qui se produit chez les Albanais de Yougoslavie. Observation faite non seulement au sein d'une immigration politique (requérants d'asile, réfugiés) mais aussi parmi celle de main-d'oeuvre temporaire - la grande majorité - que l'on pourrait croire a priori moins consciente de ses origines et moins sujette à les revendiquer.

Quelle que soit la nature de l'immigration, les Kosovars se reconnaissent - et le revendiquent avec insistance - comme les descendants d'un ancien peuple établi dans la péninsule balkanique bien avant l'arrivée des Slaves du Sud dès le VIe siècle de notre ère. "Nous sommes des Illyriens" disent-ils avec fierté, comme pour mieux nier toute discontinuité éventuelle avec ceux que l'historiographie marxiste albanaise a désignés comme les ancêtres du peuple albanais. Une thèse aujourd'hui admise par de nombreux chercheurs étrangers. L'idée que l'albanais est un dialecte issu de l'ancien illyrien avait

---

[11] On en trouvera un exemple récent - parmi beaucoup d'autres - dans l'article de Vuk Draskovic (1989).

[12] Résultat d'un long voisinage et de l'interpénétration des cultures, Serbes et Albanais partagent de nombreux traits communs, beaucoup plus que les crispations nationales du XIXe et XXe siècles laissent supposer et ont contribué à réduire. Voir l'article d'Ismaïl Kadaré (1989). L'incompréhension actuelle des deux "ethnies" tire en partie son origine du fait que les Serbes persistent à considérer les Albanais comme des alliés des Ottomans puisqu'ils furent islamisés. Or les uns et les autres ont créé une catégorie spéciale de chants épiques, appelés chants de frontière retraçant les batailles entre chrétiens et musulmans. Les chants albanais ont aussi dans certains cas une orientation anti-turque (Pipa, 1984a, 86). Autre exemple : des Albanais musulmans furent désignés pour protéger des monastères orthodoxes serbes. On les appelait voïvodes et ils étaient élus par le "fis" (tribu ou clan). Cette coutume peut s'expliquer par le culte d'une population patriarcale pour tout temple ou objet tabou, par sa conception spécifique de l'honneur et de l'honnêteté, valeurs morales suprêmes chez les Albanais montagnards (Krasniqi, 1979, 129-154).

déjà été émise à la fin du siècle dernier par G. Meyer (1850-1900) avec ses "Albanesische Studien, Albanesische Grammatik, Etymologisches Wörterbuch der albanesischen Sprache". Quelques auteurs, de surcroît au penchant serbo-centriste souvent évident, ne souscrivent pas à l'origine illyrienne des Albanais (Comme Rupnik, 1986, 43).

Un indice très concret de cette quête des origines se manifeste par l'adoption massive de prénoms nationaux motivés pour les nouveaux-nés par la dernière génération adulte [13]. Ainsi Ilir, Alban, prénoms qui seraient donnés plus souvent au Kosovo qu'en Albanie voisine selon les immigrés.

Mais la revendication de cette filiation illyrienne qui fait office de revalorisation et de distinction identitaire ne suffit pas. Encore faut-il que les Albanais démontrent leur autochtonéité en Yougoslavie. Cette insistance à marquer sur le sol une présence de longue date pourrait paraître suspecte si la Serbie n'avait pas renoncé à nous faire croire que le Kosovo est devenu terre albanaise alors qu'au Moyen-Age il ne l'était pas. Elle fit alors accréditer la thèse comme justification du démembrement d'un territoire peuplé en majorité par des Albanais, que ce n'est qu'à l'issue des guerres austro-ottomanes (1683-1699), qui entraîna l'exode de la population serbe vers le Nord, que vinrent se substituer des Albanais islamisés au Kosovo, descendant des montagnes de l'Albanie septentrionale.

Ce qui est faux (Roux, 1982, 16). L'historiographie albanaise ayant démontré de manière convaincante par des arguments d'ordre archéologique, onomastique et toponymique que le Kosovo avait une population mixte au Moyen-Age (Pulaha, 1985). Même si aujourd'hui, les historiens serbes semblent avoir renoncé à démontrer l'antériorité du peuplement serbe au Kosovo - le débat portant plutôt sur l'importance des deux éléments ethniques lors de l'arrivée des Ottomans (Roux, 1988, note 51, 126) - la version serbe se retrouve inchangée dans le texte officiel "L'histoire des peuples de la Yougoslavie", dans de nombreux articles et dans la plupart des guides touristiques.

C'est alors à une révision de l'histoire qu'en appellent les Albanais de l'immigration : "Qu'on écarte de la scène politique et sociale les acteurs (Cubrilovic, Andric, Vukotic et compagnie) responsables de cet acte barbare, de ce génocide... et les soi-disants scientifiques (Djordjevic, Cvijic, etc.) qui verront leurs oeuvres interdites car elles reflètent un mépris envers les Albanais" peut-on lire dans une brochure d'information de la minorité albanaise en Suisse. Faute de place, évoquons au passage deux des personnages cités, V. Cubrilovic et J. Cvijic.

Le premier fut ministre à divers départements du Gouvernement de la République socialiste fédérée de Yougoslavie. Il assuma aussi d'importantes

---

[13] On peut y voir aussi un signe d'émancipation vis-à-vis de l'islamisation, les Albanais ayant adopté depuis leur conversion des prénoms musulmans.

fonctions scientifiques comme celle de directeur de l'Institut balkanologique de Belgrade. La télévision yougoslave a même fait récemment l'éloge de cet académicien, lui qui avait présenté en 1937 un mémoire sur l'expulsion des Arnaoutes [14]. Dans ce rapport, resté dans les archives, Vaso Cubrilovic, constatant l'échec de la colonisation agricole - il en vient à regretter l'époque précédente où "l'élément étranger fut balayé de Serbie" - propose de manière cy-nique et raciste la transplantation en masse des Albanais. "Le repeuplement des régions évacuées pourrait être fait par des Monténégrins car ce sont eux qui se rapprochent le plus des Albanais par la mentalité et le tempérament. Mais il faudra adjoindre d'autres éléments slaves pour créer un nouveau type de Monténégrin moins local et se rapprochant plus du Serbe" (Cubrilovic, 1937, 15).

Quant à Jovan Cvijic (1865-1927), il fut le fondateur de l'école anthropogéographique serbe, dont les écrits ont servi le régime de l'époque puisqu'ils nièrent l'autochtonéité de la culture albanaise en Yougoslavie en déformant et dévalorisant son histoire. Cette école diffusa largement l'appellation de "Vieille Serbie" pour le Kosovo refaisant surface dans le vocabulaire du peuple serbe. Jusqu'à nos jours, les tenants des recherches anthropogéographiques sont restés fidèles à des activités de propagande politique (Islami, 1983, 79-80).

3.2. *Le droit à l'autodétermination*

Ne se concevant guère d'avenir dans une République de Serbie qui multiplie les signes d'une négation de leur histoire - la reconquête du Kosovo étant une cause nationale - les Albanais revendiquent en diaspora un droit à l'autodétermination, porte-étendard du mouvement nationalitaire. Et c'est encore une fois un moment précis de l'histoire qui tient lieu de légitimation. En l'occurrence, les promesses faites par Tito en 1942, lorsqu'il écrivit dans Proleter (décembre 1942) contre l'oppression des Croates, Slovènes, Macédoniens, Albanais, Monténégrins et autres en ajoutant que chaque peuple a le droit de décider de son propre futur. Dans ce texte, les Albanais sont par deux fois considérés comme un peuple distinct de la Yougoslavie (Repishti, 1984, 207).

Ainsi la déclaration faite à Bujan (Kosovo) par la Conférence du Conseil de libération nationale antifaschiste de Kosovo-Metohija du 31.12 au 3.1. 1944, encouragée par les promesses formelles du parti, revêt toujours pour l'immigration une importance capitale : "Kosovo et le plateau de Dukagjin est une région habitée de manière prédominante par les Albanais qui, maintenant comme autrefois, désirent s'unir avec l'Albanie. Ainsi, nous considérons comme notre devoir de montrer la voie correcte que les Albanais doivent suivre pour réaliser pleinement leurs aspirations. La seule issue possible

---

[14] Nom turc donné aux Albanais dans l'ancienne Yougoslavie.

pour l'union des Albanais vivant au Kosovo et au plateau de Dukagjin avec l'Albanie est celle du combat commun avec les autres peuples de Yougoslavie contre l'envahisseur et ses laquais, car c'est le seul moyen de regagner la liberté, quand tous les peuples, incluant le peuple albanais, auront la possibilité de décider de leur destin, exerçant leur droit à l'autodétermination, y compris celui de sécession" (Conférence du Conseil national de libération nationale de Kosovo-Metohija, 1955, 45).

Mais cette résolution fut sévèrement critiquée par Tito, lequel n'accepta une autonomie pour le Kosovo que dans le cadre de la Serbie. Le refus de ce droit à l'autodétermination est toujours considéré comme une trahison par la diaspora. L'histoire immigrée écrite à ce sujet est typiquement celle d'une lutte : étant donné que le droit du peuple albanais à disposer de lui-même en Yougoslavie découlait de sa participation au combat de libération, la diaspora exalte et par conséquent exagère le rôle des Albanais dans la résistance : "Lors de la Deuxième Guerre mondiale, le peuple albanais de Kosovë lutta activement avec les autres peuples balkaniques contre les troupes nazies et faschistes" [15]. Or, en 1941, les Albanais de Yougoslavie accueillirent favorablement les Italiens et le mouvement de libération nationale éprouva des difficultés particulières à se constituer au Kosovo. Cela s'explique par le très petit nombre de partisans albanais (arriération et bas niveau culturel) et le succès de la propagande en faveur d'une Grande Albanie, d'autant plus facile à diffuser que la politique serbe à l'égard de la minorité albanaise s'apparenta à ce que l'on peut décrire comme un régime d'occupation, les Italiens apparaissant alors pour beaucoup comme des libérateurs.

C'est donc un discours anti-serbe qui tient lieu d'exorcisme parmi la diaspora [16]. Parfaitement révélatrice est la façon dont les immigrés expliquent l'état catastrophique de l'économie kosovare. Parce que le Kosovo est très bien doté en ressources naturelles, son sous-développement économique est imputé uniquement à une forme de colonialisme de la Serbie, laquelle draînerait les ressources à son profit empêchant leur transformation sur place. Or, si la PSA subit un échange inégal avec le reste de la Yougoslavie, plusieurs causes du mal-développement sont à chercher ailleurs (absence de stratégies de diversification d'une industrie essentiellement extractive, mauvaise gestion locale, très faible capacité d'auto-financement, etc.) [17].

Ainsi l'affirmation de l'identité nationale des Albanais de Yougoslavie ne saurait être comprise seulement selon une approche primordialiste qui se

---

[15] "Mémorandum sur la situation du peuple albanaisen Yougoslavie", Comité du Kosovë pour l'information de l'opinion mondiale, p. 2, 1988.

[16] Le ton en est donné dans l'ouvrage de l'un des principaux opposants albanais en exil (Xhafer Shatri, 1987), dont le titre est déjà révélateur : "Vision globale de la politique grand-serbe au Kosovo".

[17] Pour se faire une idée plus approfondie sur les questions d'ordre économique, voir Roux, 1982, 27-38 ; Limani, 1976.

contenterait de relever les traits objectifs du "groupe ethnique" (langue, territoire, pratiques culturelles). C'est l'accent mis sur une situation relationnelle avec un autre groupe qui rend compte de l'ethnicité. A la base de celle des Albanais, il y a une image d'eux-mêmes perçue et connotée négativement par l'autre, les Albanais étant considérés comme des allogènes - leur patrie étant vue de l'autre côté de la frontière - de surcroît musulmans, ce qui conforte les préjugés, renforce leur endogamie et retarde leur intégration. En outre, l'interruption des relations culturelles avec l'Albanie renforce leur marginalité et ravive le sentiment d'être traité inégalitairement.

C'est pourquoi, le sentiment national va s'amplifier en immigration où les Albanais peuvent manifester plus librement leur allégeance à la nation albanaise.

4. Mobilisation de l'identité nationale en immigration

Dans l'espace migratoire du mouvement nationalitaire des Albanais de Yougoslavie, la Suisse tient une place privilégiée. C'est là qu'opère le principal noyau d'opposition à la politique en vigueur au Kosovo. Cette immigration est qualifiée d'ennemie par l'organe de presse de la Ligue socialiste des travailleurs du Kosovo, Rilindja (Renaissance), (Niqiforoviq et Syla, 1989).

Quelle est la capacité de mobilisation de ce que les immigrés considèrent comme un mouvement de libération nationale ? Quelles pratiques symboliques de résistance engendre-t-il ? Pour y répondre, il faut d'abord montrer pourquoi la politique à l'égard des étrangers de la Suisse est propice au développement d'un mouvement national parmi les immigrés.

4.1. "Une immigration qui ne meurt pas" : le rôle des saisonniers

L'émigration vers la Suisse des Albanais de Yougoslavie remonte au début des années 1970. Elle ne va s'accroître notablement que dès 1980, après le coup de frein de la récession économique de 1973 [18].

Comme pour celle des Portugais, elle conserve un caractère temporaire dû à son arrivée récente. Sa fonction fut de remplacer progressivement la main-d'oeuvre italienne et espagnole utilisée dans des travaux saisonniers (bâtiment, hôtellerie, agriculture). Elle revêt depuis peu un caractère de rela-

---

[18] Leur nombre ne peut être déterminé avec exactitude, l'Office fédéral des étrangers ne distinguant pas les diverses nationalités yougoslaves. Selon les porte-parole de l'immigration, 20'000 Albanais yougoslaves vivaient en Suisse en 1981, le double déjà en 1988. Chiffre auquel il faut ajouter des milliers de travailleurs clandestins et de détenteurs d'autorisations de trois mois.

tive permanence avec le droit au regroupement familial - malgré les conditions sévères dont il fait l'objet.

La politique gouvernementale suisse en matière d'immigration se distingue par le compartimentage en des statuts multiples et inégaux de la main-d'oeuvre étrangère. Le statut de saisonnier apparaît alors comme un anachronisme, d'autant plus si on le met en perspective avec la libre circulation à venir des travailleurs européens.

Mais ce statut, dont les effets pervers sur le plan de l'égalité sociale et de l'intégration sont connus, entraîne une conséquence insoupçonnée pour la vitalité du mouvement national albanais. Sa périodicité - fréquence accrue des allers et retours, pause d'hiver prolongée - permet le maintien de flux migratoires qui véhiculent et fortifient un dense réseau de communication, jugé vital par la fraction directement politique de l'immigration dont les militants ne peuvent retourner en Yougoslavie en raison de la nature de leurs activités. Dans un pays où la presse (malgré sa liberté de ton pour un pays socialiste) tait ou interprète des faits de nature politique de manière unilatérale - les "nationalistes" albanais sont traités de "contre-révolutionnaires", de "séparatistes chauvins" - les saisonniers font office de source privilégiée d'information. En transmettant régulièrement des informations aux groupes politiques d'exilés : purges au plan local, grèves, relations entre Serbes et Albanais, contacts avec des fonctionnaires, etc.

Par le va-et-vient des saisonniers, le mouvement national albanais n'est donc pas coupé de ses origines. Ainsi "l'immigration ne meurt pas" explique l'un des principaux porte-parole du mouvement. Il prend l'exemple de l'Allemagne Fédérale où vivent environ 100'000 Albanais de Yougoslavie. "Dans ce pays, la capacité de mobilisation est beaucoup plus faible. Parce que les flux migratoires sont moindres - il n'y a pas de saisonniers - et qu'ils sont même officiellement coupés avec l'obligation récente (1989) d'un visa d'entrée pour les ressortissants yougoslaves. Par conséquence, l'immigration vieillit, s'assimile plus rapidement".

Cette fonction communicative, essentielle pour la constitution de pratiques de résistance, est encore facilitée par le caractère spontané et non dirigé de l'émigration vers la Suisse [19] qui s'est mise en place par les liens familiaux et dans une moindre mesure de voisinage. Il en résulte une répartition spatiale de l'immigration dans le "pays hôte" qui recoupe la région voire même le village d'origine. Par exemple, les Albanais de Macédoine (régions de Kumanovo, Gostivar, Tetovo) sont surtout implantés dans le canton de Berne.

---

[19] Dans la seconde moitié des années 1960, l'émigration yougoslave demeurait en partie un phénomène spontané. On parvint toutefois à mettre en place une émigration contrôlée depuis la province de Kosovo (Poinard & Roux, 1977). En direction de l'Allemagne Fédérale principalement. Depuis l'arrêt de l'immigration dès 1974 vers ce pays, l'émigration se dirigeant vers la Suisse devint tout à fait spontanée, le bureau à l'émigration à Pristina n'entretenant aucun lien avec des pourvoyeurs d'emploi en Suisse.

En Gruyère (canton de Fribourg) - mon principal terrain d'enquête - la grande majorité des migrants proviennent du rrafsh (plateau) de Dukagjin [20].

Mobilité avec la fréquence des visites dans toute la Suisse, bien souvent à la parenté ou à des amis du même village de provenance, et solidarité - confiance mise envers le compatriote [21] - favorisent la dynamique des relations sociales et d'inter-connaissance de l'immigration. Laquelle présente alors toutes les conditions requises pour une facile mobilisation identitaire, utilisée et exploitée par les instigateurs du mouvement national : lors de soirées de solidarité avec le peuple albanais de Yougoslavie, organisées conjointement avec des milieux de sensibilité de gauche et qui draînent des centaines d'immigrés ; mais plus encore par l'organisation de manifestations dont le dénominateur commun est de réclamer une République pour le Kosovo. Une revendication incessante qui, si elle remporte l'adhésion de tous les immigrés, est aussi un moyen de procurer un semblant d'unité à un mouvement écartelé entre des fidélités nationales et idéologiques, une partie de l'immigration, certes minoritaire, caressant toujours l'espoir de créer une République marxiste-léniniste au Kosovo. Un mouvement dont les divergences apparaissent entre ceux qui revendiquent une République pour le Kosovo, ceux qui souhaitent l'étendre à l'ensemble de l'aire de peuplement des Albanais en Yougoslavie et enfin d'autres qui demandent que le droit à l'autodétermination du peuple albanais, dont celui de faire sécession, soit respecté (ce qu'il faut interpréter comme une volonté de rattachement à l'Albanie bien qu'ils s'en gardent de la dire ouvertement [22]).

4.2. Les manifestations comme noyau dur de l'identité collective

Les démonstrations d'ouvriers et d'étudiants albanais à l'étranger sont régulièrement organisées depuis 1981. Elles ont pris une ampleur et une fréquence sans précédent dès l'automne 1988. Une époque qui correspond au paroxysme de la mobilisation serbe pour réduire l'autonomie du Kosovo. Le nombre élevé des manifestants, jusqu'à deux mille personnes devant le palais des Nations à Genève en juin 1989, traduit l'étonnante et rapide capacité de diffusion du sentiment national en un moment précis. Et la mobilisation

---

[20] Une région qui englobe tout l'ouest de la province, séparée de la plaine de Kosovo strictusensu par les collines de Drenica. La Dukagjin présente la particularité d'avoir maintenu, mieux qu'ailleurs, la structure des grandes familles patriarcales albanaises comme type d'organisation socio-économique (Krasniqi, 1979, 197-260).

[21] Notamment dans les transferts monétaires, remis à la famille d'origine par l'intermédiaire de connaissances retournant en Yougoslavie.

[22] Un sentiment qui est répandu bien davantage parmi l'immigration qu'au Kosovo même, contrairement aux allégations des dirigeants yougoslaves qui en saisissent le prétexte pour justifier la crainte de la formation d'une "Grande Albanie". Les étudiants de Pristina manifestent même, selon quelques entretiens que j'ai eus avec eux, leur aversion pour le système politique de l'Albanie socialiste.

pourrait être encore plus forte si de nombreux saisonniers ne s'abstenaient pas d'y participer devant la crainte de pouvoir être identifiés par des agents du Gouvernement yougoslave et d'être soumis à des tracasseries administratives lors de leur retour au Kosovo comme cela est arrivé à nombre d'entre eux (confiscation du passeport surtout dont la remise serait subordonnée à la délation).

Ces manifestations sont aussi le lieu et le moment privilégié où le groupe affirme son identité collective à travers un système de représentations qui constitue le "noyau dur", surinvesti affectivement, de l'aspiration nationale (Sur le concept d'identité collective, voir Michaud, 1978, 112). Ainsi productrices d'identité, elles cimentent la cohésion du groupe en exaltant certains traits jugés positifs.

Vues de l'intérieur, elles sont régies comme une cérémonie religieuse dont le culte met en scène des pratiques rituelles, tant elles sont immuables d'une manifestation à l'autre. Cette représentation, dont les grands-prêtres sont les organisateurs du mouvement, donne à voir des officiants qui occupent une place déterminée dans une succession d'éléments organisés de manière hiérarchique.

Voyons : le cortège des manifestants s'ébranle. En tête du cérémonial, brandi très haut par un Albanais en costume national, le drapeau. Aigle bicéphale noir surmonté de l'étoile jaune de la résistance communiste, se détachant sur le fond carmin du tissu. Ce n'est pas un hasard si le drapeau domine de sa hauteur et de sa position de vigie l'ensemble du cortège : il symbolise l'attachement à la nation, l'étoile pouvant même légitimer le droit à l'autodétermination. Quelques mètres en retrait : le martyrologe albanais sous forme de grands portraits photographiques - les opposants kosovars qui auraient été assassinés par la police secrète yougoslave, l'UDBA, selon l'immigration. Au milieu d'eux, la figure de proue du mouvement : Adem Demaçi, qui bien que pas mort prend la place centrale du panthéon. Adem Demaçi, ayant déjà cumulé plus de trente ans de prison, il fait figure de Nelson Mandela albanais. Adem Demaçi, poète, écrivain et leader du mouvement pour une République au Kosovo. Ce n'est pas un hasard si ce sont des femmes - en tenue nationale - qui portent les effigies. Comme pour mieux souligner la souffrance de celles dont le mari ou le fils a disparu. En cours de parcours, hommage rendu aux martyrs. La foule scande : "A bas les laquais serbes, à bas le génocide et le principal traître Rrahman Morina ! Que l'on libère les prisonniers politiques ! Etudiants, travailleurs, villageois, nous sommes inséparables ! Adem Demaçi, Adem Demaçi ! Que la liberté te soit rendue ! Fazli Grajçevi, Metush Krasniqi ! Jusuf, Kadri, Bardosh ! Rexhep, Nuhi, Zijah ! Kadri Osmani, Hydajet Hyseni ! Rafi Halili, Ali Lajçi !".

... vient ensuite directement après les femmes une grande banderole : larges lettres noires sur fond violacé, Kosova Republikë. Puis c'est le gros des manifestants. Aspect inquiétant : cagoules, lunettes de soleil mises par nombre d'entre eux pour ne pas être reconnus. Au milieu d'un foisonnement de

banderoles écrites en albanais mais aussi en français et en allemand fustigeant la politique serbe au Kosovo.

La couleur, rouge et noir du drapeau, des affiches. L'aspect vestimentaire : pantalons de laine blanche bordés de stries noires, couvre-chef en feutre de mouton, blanc, en forme de demi-coquille, opingas noires et blanches, foulards rouges. Tout cela contribue à donner au cortège une étonnante homogénéité. Traduction d'une culture nationale dont l'aspect visuel impressionne [23].

Conclusion : Permanence et idéalisation de la nation

Certes, il serait vain de vouloir mesurer l'intensité du sentiment national des Albanais de Yougoslavie, lequel malgré sa fonction de représentation collective, n'en demeure pas moins perçu par des individus. Il n'empêche : que la majorité des immigrés participent à des degrés divers aux tactiques de résistance qui mettent en jeu la nation ne signifie pas qu'une conscience aiguë de l'identité ne se maintienne pas parmi ceux qui ont choisi le cheminement souvent solitaire de l'intégration/assimilation.

L'identité étant une forme transposable, les migrants peuvent se distancer du réseau de pratiques qui assurent la reproduction du groupe minoritaire sans pour autant que l'appartenance cesse d'être revendiquée. L'étude de l'immigration albanaise en Suisse le confirme : les individus qui la composent se reconnaissent dans un discours commun dont seules l'intensité et la formulation sont susceptibles de variations. Le décalage entre un discours et des pratiques est faible : à cause de la nature temporaire de la migration qui incite à une recréation constante de liens sociaux. Mais même pour ceux qui sont "sortis du groupe de référence" en raison par exemple d'un mariage mixte ou d'une identification à un nouveau mode d'existence plus individualiste que l'argent gagné peut favoriser, l'allégeance à la nation demeure bien qu'elle n'entraîne plus forcément de moblisation.

Osons alors cette hypothèse : l'identité nationale est si profondément enracinée chez les Albanais de Yougoslavie que même s'ils obtenaient satisfaction à leurs revendications, sa conscience se cristalliserait - comme dans le

---

[23] Le grand romancier albanais Ismaïl Kadaré fait ressortir dans sa nouvelle "La commission des fêtes" (1984, 330-332) qui raconte comment les Ottomans préparèrent une rencontre de réconciliation avec les Albanais destinée à piéger leurs chefs, l'impression que la tenue vestimentaire des Albanais a laissée sur un dignitaire ottoman : "(...) il se rendait compte maintenant que son trouble était dû en partie à leurs vêtements (...) Les costumes des Albanais recélaient la rébellion dans chacune de leurs manches et dans chacun de leurs ourlets, sans parler des plis des fustanelles, qui paraissaient se souffler les uns dans les autres comme des vagues, et des pompons rouges de leurs chaussures, qu'ils semblaient devoir utiliser comme des brandons pour mettre le feu à l'Empire (...) En regard de leurs vêtements tourmentés et rudes, qui faisaient penser à un ouragan, sa tunique de soie verte évoquait une surface d'eau tranquille à la clarté lunaire".

cas des Arbëresh - même si le caractère mobilisateur et manipulable qu'elle déploie s'atténuerait.

C'est que l'actuel mouvement nationalitaire se nourrit toujours d'une histoire proche, celle connue sous le nom de Rilindja. Une renaissance qui dut surmonter toute une série d'entraves, plus nombreuses que dans les pays balkaniques voisins dont l'édification nationale est antérieure d'un siècle [24].

L'effet de l'immigration en tant que prise de conscience nationale offre des similitudes frappantes : au XIXe siècle, le mouvement national eut comme seul foyer de résistance pendant de nombreuses années les associations culturelles et patriotiques fondées dans la diaspora des pays où les communautés albanaises jouissaient d'une relative liberté (Roumanie, Bulgarie, Egypte et plus tard USA). Or, l'immigration politique actuelle contribue aussi, par la liberté de manifestation dont elle jouit, au développement de la conscience nationale des travailleurs saisonniers dont le ressentiment est souvent d'abord de nature économique.

Rien qu'en se tenant à la Suisse, le caractère des activités d'exilés du début du siècle est analogue à celle des activistes actuels : le journal "Albania" parut dès 1905 à Genève. Aujourd'hui : "Zëri i Kosovës" (La voix du Kosovo), journal autonomiste dont l'impression débuta en 1982, peu après les manifestations du printemps 1981 ; la remise de mémorandums sur la situation de la minorité albanaise de Yougoslavie n'a rien de nouveau : le 26 septembre 1924, un mémorandum est adressé à la Société des Nations par un Comité d'Albanais irrédimés [25]. Lesquels réclament que les articles 1 à 8 du premier chapitre du Traité de Saint-Germain-en-Laye relatif aux droits des minorités ethniques soient respectés. Le texte du mémorandum rappelle l'organisation des bandes armées et de massacres périodiques, la colonisation des villages, les pillages légalisés et l'émigration en masse.

Même constance aussi à écrire une autre histoire des relations albano-serbes, pour enrayer le point de vue dominant. Une étude, "Albanais et Slaves" de Lumo Skendo (pseudonyme) fut publiée à Lausanne en 1919. Cet auteur montre comment les Serbes réactualisèrent le terme de "Stara Serbia" (Vieille Serbie) comme reflet de la préparation du "Grand-Slavisme". La notion de Vieille Serbie n'étant apparue pour la première fois qu'en 1845 (alors

---

[24] La renaissance nationale albanaise a pris un siècle : de 1830 à 1912, date de la proclamation du premier Etat albanais indépendant (Dermaku, 1987, 422). La longévité de son émergence est due à la religion comme facteur de division (différences de statuts entre chrétiens dominés et musulmans privilégiés) ; au produit de l'histoire et de la géographie avec des contrastes très prononcés entre un Nord tribal et semi-autonome et un Sud moins autonome et plus progressiste ; à l'attitude d'une partie de la noblesse féodale davantage opposée à la politique centralisatrice des Turcs que soucieuse d'indépendance politique ; à l'indifférence des Grandes-Puissances qui considérèrent longtemps les Albanais comme des Musulmans (Skendi, 1967, 464).

[25] Mémorandum adressé à Paul Hymans, Président du Conseil de la Société des Nations, par Bajram Tzuri, Hassan Prishtina et B. Pejani, représentants des Comités unis des Albanais irrédimés, 26 pages, 5 annexes, 26.9.1924, Genève.

que la Serbie mena une intense activité diplomatique dès 1840 pour détacher des parties du territoire albanais à son profit) dans la carte de la principauté de Serbie de Jean Bugarsky (p. 5). Or, la croyance actuelle, transparaissant souvent dans le discours immigré, que l'URSS soutient l'expansion serbe en Yougoslavie, notamment en ayant financé partiellement les meetings de solidarité exigeant la reconquête du Kosovo, bien que difficilement vérifiable, n'est certainement pas étrangère à la perception albanaise des nations slaves comme ennemies dans l'histoire.

Skendo insistait déjà (p. 4) sur la dénationalisation dans la nomenclature : les Serbes appelaient Albanais ceux qui professaient la religion catholique et Arnaoutes (un mot turc qui désigne tous les Albanais en général) les Albanais islamisés du Kosovo. Une négation des Albanais comme peuple donc, dont les immigrés se plaignent de la réactivation d'une démarche similaire depuis 1981, les Serbes ayant à nouveau tendance, dans certains de leurs écrits, à nommer les Albanais "Shiptars" et non plus "Shqiptars". En enlevant le "q", la référence à l'aigle (shqip) disparaît.

De permanence, l'identité nationale devient même refuge en immigration. Où il est plus facile de faire acte d'allégeance qu'en Yougoslavie (répression, fermeture des frontières avec l'Albanie). Les immigrés éprouvent alors le besoin de se penser en termes de peuple et ils en viennent à vénérer l'Etat-nation auquel ils rendent un culte. Lequel demeure confiné au domaine privé, l'Albanie socialiste n'ayant jamais formulé de revendications territoriales sur le Kosovo, l'on constate son exclusion directe dans les manifestations.

Cette idéalisation est déjà perceptible au sein de la main-d'oeuvre temporaire qui cherche à convaincre l'interlocuteur que le niveau de vie est bien supérieur en Albanie qu'au Kosovo. Mais elle l'est encore plus chez la plupart des requérants d'asile ou réfugiés. L'exemple qui suit, qui tient plus de la règle que de l'exception, montre la transformation en iconographie de lieux habités par la prolifération des repères identitaires qui s'y déploient.

Ainsi l'appartement de X., requérant d'asile. Ce qui est interdit en Yougoslavie occupe ici tout l'espace utilisable. Galerie de portraits qui recouvrent tous les murs avec l'inévitable Adem Demaçi et une foule d'autres opposants. Mais surtout là, sur le grand mur du fond du salon : Enver Hodja, complet ardoisé, l'écharpe rouge flottant autour du cou, le poing droit levé et fermé. Visage radieux. Enver Hodja, dont X. s'est procuré les oeuvres complètes en 63 volumes reliés au stand albanais lors du salon du livre à Genève. J'ai même le "privilège" d'assister aux funérailles du "maître" comme si c'était en direct en visionnant des enregistrements télévisés de celui qui expira en 1985.

Mais que l'on ne s'y trompe pas : la prégnance de l'identification nationale ne doit pas être vue comme une caution sans réserve au système politique de l'Albanie marxiste. Les Kosovars se réclamant de celui-ci sont minoritaires, de plus en plus même avec la nette perte d'influence du communisme

comme idéologie. Ainsi le détour anthropologique fait voir une Albanie quelque peu différente de l'image habituelle qui a cours dans les médias - repli sur soi, staliniste, officiellement athée.

Ce qui n'est pas faux mais masque l'essentiel : à part l'épisode de Scanderbeg, l'Albanie n'a connu que domination - ottomane du XVe au début du XXe siècle - et partage par l'étranger - Monténégrins, Serbes, Bulgares, Grecs. Après la Deuxième Guerre mondiale, les Yougoslaves tentèrent de l'incorporer dans la Fédération. L'histoire de l'Albanie a alors forgé un nationalisme défensif qui a survécu après son indépendance nominale.

Cette conscience fort vive d'une domination a alors facilité le maintien d'un pouvoir totalitaire qui tire sa légitimité d'une lutte de libération, exaltée par l'histoire marxiste officielle et qui n'a aucune peine à jouer à fond la carte du nationalisme, comme l'avait rappelé en son temps la commémoration du cinquième centenaire de la mort de Scanderbeg [26].

Balkanisation, poudrière, fatalité : n'y aurait-il pas d'alternative ? Les antagonismes nationaux sont-ils condamnés à répandre la discorde dans le Sud-est de l'Europe ? Rien n'est irrémédiable cependant : pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les ministres des affaires étrangères des pays balkaniques, dont l'Albanie, se retrouvaient autour d'une même table à Belgrade en février 1988 (Irène Lagani, 1989). Les querelles territoriales et ethniques furent mises de côté. Et c'est à Tirana que les vice-ministres des affaires étrangères se sont à nouveau réunis en février 1989.

Les dirigeants des pays balkaniques veulent faire de leurs minorités des "ponts" entre les Etats. Un voeu pieux pour l'instant, mais, s'il se réalisait, serait peut-être le seul susceptible de faire fléchir la virulence des identités nationales, dont celle des Albanais, dans cette vibrante et fragile mosaïque que sont les Balkans.

BIBLIOGRAPHIE

ARNAKIS George G. (1974), "The Role of Religion in the Development of Balkan Nationalism", in DELAVICH Charles & DELAVICH Barbara (Ed.), The Balkans in Transition, Archon Books, 115-144.

BANAC Ivo (1984), The National Question in Yugoslavia. Origins, History, Politics, Cornell University Press, Ithaca, London.

BIHIKU Koço (1968), "Les traditions de l'époque de Skanderbeg dans l'histoire des Albanais d'Italie", Studia Albanica, I, 241-248.

BISAKU J., KURTI E. & GASHI L. (1930), "La situation de la minorité albanaise en Yougoslavie", Mémoire présenté à la Société des Nations le 5 mai 1930, Genève.

---

[26] Cette commémoration permit de mettre en valeur "les traditions patriotiques, démocratiques et révolutionnaires" du peuple albanais, en soulignant le caractère populaire de la lutte de Scanderbeg contre les Ottomans tout comme le fut celle contre les faschistes afin d'édifier la société socialiste. Voir Studia Albanica, VIe année, 1968, numéro entièrement consacré à Scanderbeg.

BUECHER H.C. & BUECHER J.M. (1975), "Los Suizos : Galician Migration to Switzerland", in SAFA H.I. & DU TOIT B.M. (Ed.), Migration and Development. Implications for Ethnic Identity and Political Conflict, Mouton, The Hague, Paris, 17-29.

CHRISTITCH Kosta (1988), "Le Kosovo et la crise yougoslave", Cadmos, 41, 38-51.

CONFERENCE DU CONSEIL DE LIBERATION NATIONALE DE KOSOVO-METOHIJA (1955), "Resolution of the First Conference of the National-Liberation Council of Kosova", The People's Council of the Autonomous Region of Kosova-Metohija 1943-1953, Prisntinë, Rilindja.

COORDINATION GENEVOISE POUR LA DEFENSE DU DROIT D'ASILE (1987), 7'000 prisonniers politiques au Kosovo, Genève.

CUBRILOVIC Vaso (1937), "L'expulsion des Albanais", Mémoire présenté le 7 mars à Belgrade.

DE CERTEAU Michel (1985), "L'actif et le passif des appartenances", Esprit, 6, 155-171.

DERMAKU Ismet (1987), Rilindja kombëtare shqiptare dhe kolonitë shqiptare të mërgimit në Rumani dhe në Bullgari (La renaissance nationale albanaise et la contribution des colonies albanaises en Roumanie et en Bulgarie), Botimet ë Veçanta, Prishtinë.

DESSART Francis (1976), "L'ethnie albanaise dans le monde", Ethnopsychologie, 3/4, 211-249.

DRASKOVIC Vuk (1989), "Les relations serbo-albanaises. Confrontation avec la réalité", Le Monde Diplomatique, avril, p. 8.

GESELLSCHAFT FÜR BEDROHTE VÖLKER (1988), Die Albaner im Kosovo, Göttingen.

GROUPE DE RECHERCHES MIGRATIONS-GENEVE (1988), "Les associations d'immigrés : repli ou participation sociale ? L'exemple de Genève", Centre de contact suisses-immigrés, Genève.

INEAS (INSTITUT D'ETUDE SUR L'ALBANIE SOCIALISTE) (1983), "Les relations albano-yougoslaves 1912-1982", Association des Amitiés franco-albanaises, Paris.

ISLAMI Hivzi (1981), "Les Albanais dans le monde", Culture populaire albanaise, I, 25-43.

ISLAMI Hivzi (1983), "Les recherches anthropogéographiques au Kosovo", Les cahiers de l'INEAS, Les relations albano-yougoslaves 1912-1982, Association des Amitiés franco-albanaises, Paris, 79-92.

KADARE Ismaïl (1984), "La commission des fêtes", in ZOTOS Alexandre et al. (Ed.), Anthologie de la prose albanaise", Fayard, Evreux, 300-346.

KADARE Ismaïl (1989), "Pour un apaisement dans les Balkans. Que cessent les vents chauvins", Le Monde Diplomatique, février.

KING Robert R. (1973), Minorities under Communism : Nationalism as a Source of Tension among Balkan Communist States, Harvard Uni Press, Cambridge, Massachusetts.

KLEIN G. & REBAN M.J. (1981), The Politics of Ethnicity in Eastern Europe, Columbia Uni Press, East European Monographs, Boulder, New York.

KOLSTI John (1981), "Albanianism : from the Humanists to Hoxha", in KLEIN G. & REBAN M.J. (Ed.), The politics of Ethnicity in Eastern Europe, Columbia Uni Press, East European Monographs, Boulder, New York, 15-48.

KRASNIQI Mark (1979), "Gjurmë e Gjurmime. Studime etnografike" (Traces et recherches. Etudes ethnographiques), Instituti Albanologjik i Prishtinës, Prishtinë.

LAGANI Irène (1989), "Les Balkans, vibrante et fragile mosaïque", Le Monde Diplomatique, janvier, p. 24.

LENDVAI Paul (1972), L'Europe des Balkans après Staline. Entre nationalisme et communisme, Fayard, Paris.

LIMANI Musa (1976), Aspekti regjional zhvillimit ekonomik (Aspect régional du développement économique), Prishtinë.

MICHAUD Guy (1978), Identités collectives et relations inter-culturelles, Editions complexe, Bruxelles.

NIQIFOROVIQ & SYLA (1989), "Emigracioni armiqësor shqiptar ne botë" (L'émigration ennemie albanaise dans le monde), 4, Rilindja, 30 mars.

PACHE Véronique (1988), "Le centre portugais de Neuchâtel", Mémoire de licence, Neuchâtel.

PAVLOWITCH S. K. (1986), "L'Etat et les nationalités en Yougoslavie", L'autre Europe, 10, L'Age d'Homme, Paris, 29-40.

PIPA Arshi (1984a), "The Other Albania : a Balkan Perspective", in PIPA S. & REPISHTI S. (Ed.), Studies on Kosova, Boulder, East European Monographs, New York, 239-255.

PIPA Arshi (1984b), "Serbocroatian and Albanian Frontier Epic Cycles", in PIPA S. & REPISHTI S. (Ed.), Studies on Kosova, Boulder, East European Monographs, New York, 85-102.

PLLANA Shefqet (1976), "Epika popullore shqiptare mbi luftëne Kosovës (1389)", (L'épopée nationale albanaise sur la bataille de Kosovo), Seminari i kulturës shqiptare për te huaj, 2, Prishtinë.

POINARD M. & ROUX M. (1977), "L'émigration contre le développement : le cas portugais et yougoslave", Tiers-Monde, 69, 21-53.

PULAHA Selami (1985), L'autochtonéité des Albanais en Kosove et le prétendu exode des Serbes à la fin du XVIIe siècle", Nëntori, Tirana.

RAHIMI Shukri (1986), Gjurmime historike të Rilindjes kombëtare (Recherches historiques sur la renaissance nationale albanaise), Instituti Albanologjik i Prishtinës, Prishtinë.

REPISHTI Sami (1984), "The Evolution of Kosova's Autonomy within the Yugoslav Constitutional Frame Work", in PIPA A. & REPISHTI S. (Ed.), Studies on Kosova, Boulder, East European Monographs, New York, 195-231.

REUTER Jens (1982), Die Albaner in Jugoslawien, München.

REUTER Jens (1984), "Educational Policy in Kosova", in PIPA A. & REPISHTI S. (Ed.), Studies on Kosova, Boulder, East European Monographs, New York, 259-264.

ROUX Michel (1980), "Langue et pouvoir en Yougoslavie : le cas des Albanais", Pluriel, 22, 93-108.

ROUX Michel (1982), "Le Kosovo : développement régional et intégration nationale en Yougoslavie", Hérodote, 25, 10-48.

ROUX Michel (1988), "Les trois crises de la Yougoslavie", Hérodote, 48, 107-126.

RUPNIK Jacques (1986), "La deuxième bataille du Kosovo", L'Autre Europe, 10, L'Age d'Homme, Paris, 41-46.

SHATRI Xhafer (1987), Vështrim në Kosovë. I përgjithshëm mbi politikën serbomadhe (Vision globale de la politique grand-serbe au Kosovo), Genève.

SKENDI Stavro (1967), The Albanian National Awakening 1878-1912, Princeton Uni Press, Princeton, New Jersey.